

Libre Pensée

Recherche philosophique - Culture individuelle - Action sociale

Fédération de la Gironde

Siège social : 3 rue Emile Littré

33700 MERIGNAC ☎ 06 75 01 17 81

libre.pensee.33@orange.fr

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1^{er} mars 2023

SNU obligatoire ET sur temps scolaire ? 15 jours d'école en moins pour les lycéens pour aller glorifier le militarisme ?

Pour la Libre Pensée, c'est non !

La Libre Pensée a pris connaissance du projet du gouvernement de rendre obligatoire le Service National Universel (SNU) pour la jeunesse. Progressivement, tous les départements se verront rentrer dans ce dispositif. Le SNU serait obligatoire dans six départements en 2024 (dont la Dordogne), puis la totalité des 800 000 élèves concernés, en 2026, se verront imposer la suppression de 15 jours d'enseignement, pour aller en uniforme saluer les drapeaux, marcher au pas, chanter des chants guerriers, faire le parcours du combattant... Le tout dans des centres dédiés, avec un encadrement triple : des volontaires de l'Education Nationale, des gens issus de « l'éducation populaire », et des personnels des armées non actifs.

La Libre Pensée partage l'étonnement des milliers d'enseignants, d'instituteurs, à qui l'on explique de réunion en réunion, d'audience en audience, que les classes doivent fermer, que les élèves handicapés ne peuvent pas avoir de place en IME, que non, on ne peut pas recruter davantage, qu'il n'est pas possible d'obtenir un statut pour les AESH etc... et que dans le même temps, il est possible à coup de décret de créer des centres dans toute la France, avec du personnel dédié, pour organiser la militarisation de la jeunesse, pour un coût estimé à 6 milliards d'euros par an, selon un rapport sénatorial de 2017, 1,5 à 2 milliards dit aujourd'hui le gouvernement : autant qui manqueront à l'Education nationale !

Au même moment également, le budget des armées augmente, il s'élève en 2023 à 43,9 milliards contre 32,7 milliards en 2017, et va passer à 57 milliards par an, quand il manque de l'argent pour les hôpitaux, pour les écoles... Un exercice grandeur nature de l'armée, « Orion » a vu 7000 militaires suréquipés dans 14 départements français, affronter un état factice (« Mercure »), de force égale. Pas la Russie non, mais un pays qui aurait déployé des... « milices séparatistes » !

Le Rapport du Sénat sur « *Jeunesse et citoyenneté : une culture à réinventer* » était clair. Le but du SNU est : « *dans une logique de contribution à l'esprit de défense, d'informer les jeunes des perspectives de carrière dans les armées et la gendarmerie, et des besoins des forces de réserves, la professionnalisation imposant un effort particulier pour susciter des vocations* ». Bref, un réservoir de recrutement pour l'Armée.

Tout cela fait partie du plan du président de la République « *avoir une guerre d'avance* », « *être prêts pour les conflits à venir* » « *pour des guerres plus brutales, plus nombreuses...* »

« *Ni service militaire, ni colo, ni école. C'est en quelque sorte un concentré du meilleur des trois.* » a déclaré Sarah El Haïry la secrétaire d'Etat. Mais l'école n'a rien à voir avec un centre de vacances, et l'école et les centres de vacances n'ont rien à voir avec le service militaire. Quelle confusion !

La secrétaire d'Etat à la jeunesse qui organise la promotion de cette déscolarisation forcée, emploie l'argument de la... mixité sociale ! Mais la mixité sociale c'est dans l'école de la République qu'elle doit être effective] ! Si le gouvernement voulait promouvoir la mixité sociale, il commencerait par en finir avec le financement des établissements privés, en majorité catholiques. Et pour cela il faut abroger la loi Debré qui permet le détournement de fonds publics vers ces écoles privées séparatistes !

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres, la Libre Pensée est opposée à rendre le SNU obligatoire, et demande son abrogation, avec toutes les associations organisées dans le Collectif Non au SNU.

**L'école, le savoir, la culture, la science,
le progrès, les conquêtes sociales, OUI !
Le militarisme, la guerre, NON !**

Pour le bureau, Christian Baqué, Président de la Fédération de la Gironde